



L'interdiction des plastiques à usage unique par le gouvernorat de la Mer Rouge

Une interdiction des plastiques à usage unique a été introduite dans le gouvernorat de la Mer Rouge en juin 2019, ciblant les sacs et articles en plastique des magasins, des restaurants et des bateaux de croisière.

OBJECTIFS ATTENDUS

Les déchets plastiques constituent une nuisance importante pour l'environnement et la santé humaine. Le gouvernorat de la mer Rouge a décidé d'interdire le plastique à usage unique pour différentes raisons:

- Prévenir la présence de déchets plastiques dans la mer, qui menacent la vie marine;
- Prévenir l'impact négatif du plastique sur la santé humaine;
- Préserver l'environnement local, qui est l'une des principales composantes de l'attrait touristique de la région.

INFORMATIONS DE BASE ET LOCALISATION

Informations générales sur le territoire:

- Localisation : gouvernorat de la mer Rouge
- Pays : Égypte
- Population de la zone urbaine : 366 000 habitants
- Densité : 1,8 hab./km²

LES ORGANISMES DE MIS EN ŒUVRE

Le décret a été rédigé et publié par le gouvernorat de la mer Rouge, à la suite d'une proposition faite par [HEPCA](#), (Hurghada Environmental Protection and Conservation Association), une ONG spécialisée dans la conservation marine et terrestre en mer Rouge égyptienne. Le gouvernorat a imposé des amendes aux entreprises qui ne respectent pas le décret. Pour contribuer à la mise en œuvre du décret, l'HEPCA a mené une campagne de sensibilisation du public et a offert des certifications aux entreprises éliminant les produits en plastique à usage unique.

LES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES IMPLIQUÉES

Le décret a été mis en œuvre par le gouvernorat avec l'aide de l'HEPCA. Il vise principalement les entreprises et magasins liés à l'alimentation, tels que :

- Les hôtels, les restaurants, les cafés ;

INFORMATIONS CLÉS

- **Sujet:** prévention
- **Fraction des déchets:** plastiques à usage unique
- **Groupe ciblé:** HORECA, magasins, navires de croisière, société civile
- **Instruments:** réglementation

DATE DE MISE EN ŒUVRE

June 2019.





- Les détaillants, tels que les supermarchés, les épiceries, les boucheries, les poissonneries, les magasins de fruits et légumes et les pharmacies ;
- Les safaris, les bateaux de croisière.

CONTEXTE GÉNÉRAL

Le gouvernorat de la mer Rouge comprend de nombreuses destinations touristiques dans ses stations balnéaires. Le tourisme est l'un des principaux secteurs économiques du pays, mais il entraîne également une production croissante de déchets, notamment de plastiques à usage unique, qui ont un impact important sur l'environnement, en particulier sur la vie marine. On estime que 12 milliards de sacs en plastique sont utilisés chaque année en Égypte.

Une campagne visant à réduire la production de déchets plastiques en interdisant les plastiques à usage unique dans la région, appelée "No Plastic in the Red Sea" (Pas de plastique dans la mer Rouge), a été lancée par l'HEPCA en 2018, suite à une étude mettant en évidence le rôle des déchets plastiques dans la pollution régionale. Cela a conduit à une proposition d'interdiction de la production et de l'utilisation de plastiques à usage unique dans le gouvernorat de la mer Rouge début 2019.

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

À la suite de la proposition de l'HEPCA, le décret n°. 167 a été publié le 1er avril 2019 et visait les produits suivants :

- Les sacs en plastique à usage unique ;
- Les couverts en plastique comme les couteaux, les fiches, les crochets, les gobelets, les pailles et la vaisselle.

Comme mentionné ci-dessus, le secteur HORECA, les détaillants et les navires sont affectés par l'interdiction, puisqu'il est désormais interdit de produire et de distribuer ces produits dans la région.

Entre la publication du décret en avril 2019 et sa mise en œuvre en juin 2019, des campagnes de sensibilisation ont été mises en place par l'HEPCA, ciblant les propriétaires de magasins et les entreprises de sacs en plastique afin d'identifier des alternatives aux produits à usage unique. La campagne comprenait également des conférences données dans les écoles sur l'impact négatif du plastique sur la vie marine, des campagnes de nettoyage des plages et des collaborations avec des centres de plongée. Environ 15 000 sacs réutilisables ont été fournis aux employés du gouvernement et aux citoyens dans les lieux publics (marchés de légumes, mosquées, etc.). Des sacs en papier ont également été proposés aux supermarchés, pour un coût compris entre 2 et 5 livres égyptiennes. Quant aux couverts et pailles en plastique, des alternatives en métal, bois ou verre ont été promues.

En outre, l'HEPCA a commencé à aider les hôtels et les stations balnéaires à réduire l'utilisation des plastiques à usage unique dans leurs installations. Des certifications sont attribuées aux hôtels qui appliquent avec succès une telle stratégie. Le Siva Grand Beach Hotel à Hurghada a été le premier à recevoir la certification : à titre d'exemple, l'hôtel a mené les actions suivantes :

- Dressez la liste des articles en plastique à usage unique utilisés dans l'hôtel ;
- Identifiez des alternatives pour ces articles : cuillères en bois, pailles en papier, chaises en bambou, bracelets en tissu, grands pots pour le buffet au lieu de pots individuels.

Des amendes ont été imposées à partir de fin juillet 2019 aux entreprises qui continuent à utiliser du plastique. L'HEPCA tend à privilégier les approches communautaires pour convaincre les entreprises qui ne respectent pas l'interdiction. La communication est considérée comme un élément clé pour rendre l'interdiction efficace.



L'IMPACT ÉCONOMIQUE

Il existe peu de données sur l'impact économique de l'interdiction, par exemple sur les entreprises. Les hôtels et les stations balnéaires semblent considérer que l'abandon des produits à usage unique peut être considéré comme un investissement en faveur du tourisme durable, qui les rend plus attrayants et préserve l'environnement dont dépendent leurs activités.

PRINCIPALES RÉALISATIONS ET RÉSULTATS

Il existe peu de données sur l'impact quantitatif de l'interdiction des plastiques à usage unique ; le gouvernorat et l'HEPCA indiquent que l'interdiction a été efficace et que la plupart des entreprises et des consommateurs s'y sont conformés au cours des premiers mois de sa mise en œuvre. L'interdiction a été reproduite dans d'autres endroits en Égypte : le gouvernorat du Sud-Sinaï a mis en œuvre une interdiction similaire en mars 2020, et d'autres villes ont suivi depuis.

LES FACTEURS CLÉS DE SUCCÈS

L'implication de l'HEPCA dans la préparation du décret, ainsi que dans la mise en œuvre des actions de sensibilisation et de formation des entreprises, peut être considérée comme l'une des clés du succès de l'interdiction. Les chefs d'entreprise doivent être informés et disposer d'alternatives aux produits plastiques à usage unique.

LES LIMITES ET LES DÉFIS

Si les hôtels et les stations balnéaires ont vu en général l'avantage de promouvoir le tourisme durable et de préserver l'environnement naturel, les détaillants et les consommateurs étaient plus réticents à renoncer à ces produits. Les sacs en plastique sont une solution bon marché pour les détaillants et les consommateurs, et les alternatives réutilisables pourraient s'avérer assez coûteuses. Les produits en plastique à usage unique ont été couramment utilisés pendant de nombreuses années par les consommateurs et les magasins, ce qui a rendu le changement difficile.

L'HEPCA considère également que l'interdiction devrait être étendue au niveau national pour être plus efficace.

LES LEÇONS TIRÉES ET LA REPRODUCTIBILITÉ

Cette action montre qu'il est possible de mettre en œuvre une telle interdiction au niveau régional (sous-national). Cependant, le principal défi est de mettre en œuvre une telle interdiction sur le terrain. La collaboration entre le gouvernorat et l'HEPCA a été essentielle pour le succès de l'interdiction.

L'interdiction a pu être attrayante pour la population et les entreprises locales en raison de l'importance du tourisme pour l'économie locale et du fait que les plastiques à usage unique ont un impact négatif sur le tourisme. Cet argument pourrait ne pas fonctionner dans les régions où le tourisme est de moindre importance.



RÉFÉRENCES, LIENS VERS DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- HEPCA (2019), No Plastic Campaign in the Red Sea, Accessed 23 August 2021, <https://www.hepca.org/projects/project/169>
- Maged, M. (2019) Red Sea Governorate bans plastics, accessed 23 august 2021, <https://egyptindependent.com/red-sea-governorate-bans-plastics/>
- <http://www.redsea.gov.eg/new19/new.aspx?ID=1544>
- Nader, A. (2019) How the Red Sea is Leading Egypt's Environmental Action, accessed 23 august 2021, <https://egyptianstreets.com/2019/07/12/how-the-red-sea-is-leading-egypts-environmental-action/>
- Dive Magazine (2019), Proposal to Ban Single Use Plastics Approved by Red Sea Governor, accessed on 23 August 2021, <http://divemagazine.co.uk/eco/8492-red-sea-governorate-bans-single-use-plastics>
- Dive Magazine (2020) South Sinai joins single use plastic ban, accessed 23 august 2021, <http://divemagazine.co.uk/eco/8828-south-sinai-joins-single-use-plastic-ban>
- Egyptian Streets (2019), Egypt's Red Sea Governor Bans Single-Use Plastics, accessed 23 august 2021, <https://egyptianstreets.com/2019/04/01/egypts-red-sea-governor-bans-single-use-plastics/>
- Egyptian Streets (2019) Dahab Launches Initiatives to Become a Plastic-Free Zone, accessed 23 august 2021, <https://egyptianstreets.com/2019/07/07/dahab-launches-initiatives-to-become-a-plastic-free-zone/>
- Dhenin, M. (2020), Egypt's fight to preserve coral reefs in the Red Sea, accessed 23 August 2021, <https://www.euronews.com/green/2020/09/28/egypt-s-fight-to-preserve-coral-reefs-in-the-red-sea>
- Sayed, N. (2019), Plastics ban in the Red Sea, accessed 23 August 2021, <https://english.ahram.org.eg/News/337694.aspx>



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



The UfM Secretariat
is co-funded by the
EUROPEAN UNION



Sweden
Sverige



Water and
Environment Support
in the ENI Southern Neighbourhood region



This project is funded
by the European Union



Mediterranean
Action Plan
Barcelona
Convention